



Consultation publique de l'Arcep

16 décembre 2022 – 27 janvier 2023

Encadrement tarifaire de l'accès à la boucle locale cuivre : modification de la décision n°2020-1493

Addendum à la Réponse d'Orange

Version publique

Les parties entre crochets [...] relèvent du secret des affaires.

Contact : affaires.reglementaires@orange.com

Lien vers les documents en consultation :

https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consultation-tarif-degroupage-2020-1493_161222.pdf

Prise en compte du nouveau tarif d'IFER 2023

Le tarif d'IFER applicable pour l'année d'imposition 2023 a été établi¹ à 19,04 € par accès cuivre en service depuis plus de 5 ans au 1^{er} janvier 2023.

Sur cette base, Orange a révisé son évaluation relative à la hausse nécessaire des tarifs-plafonds des offres de gros d'accès au réseau cuivre (dégrouper et bitstream).

Orange demande donc à l'Arcep d'adapter son projet de décision en conséquence, sur la base des éléments développés dans sa réponse à la consultation publique, envoyée le 27 janvier 2023, et des nouvelles évaluations ci-dessous, en tenant compte du montant définitif de l'IFER au 1^{er} janvier 2023 qui vient d'être adopté.

Le parc d'accès cuivre en service s'établissait à [...] M au 1^{er} janvier 2023, sur la base des informations intégrées par Orange dans son modèle de coûts réglementaires. Compte tenu de la dynamique de décroissance du parc d'accès cuivre observée ces dernières années, Orange projette à [...] M le parc d'accès cuivre en service fin 2023, soit un parc moyen de [...] M en 2023.

Sur la base du montant d'IFER pour 2023 (19,04 €) et des éléments partagés fin 2022 avec les services de l'Arcep – i.e. un taux de [...] d'accès cuivre en service depuis de 5 ans, un taux de coûts communs de [...] et des frais de gestion de 3 % – Orange doit recouvrer un montant d'IFER de [...] M€ sur l'année 2023 via l'ensemble des accès cuivre en service, soit un montant unitaire d'IFER par accès cuivre en service de [...] €/mois. Sur la base du montant unitaire d'IFER par accès cuivre en service de 1,45 €/mois retenu par l'Arcep dans sa décision de décembre 2020, cela fait un montant supplémentaire de [...] M€ qu'Orange doit être en mesure de recouvrer en 2023 via l'ensemble des accès cuivre en service.

Dans l'hypothèse où Orange aurait pu appliquer les tarifs révisés du dégroupage total et du bitstream DSL nu à compter du 1^{er} janvier 2023, la hausse des tarifs plafonds aurait dû être de +0,39 € pour permettre à Orange de recouvrer sur les 12 mois de 2023 le montant supplémentaire de [...] M€.

Dans la mesure où la décision de l'Arcep de révision des tarifs plafonds ne pourra au mieux être appliquée qu'à partir du 1^{er} avril 2023, il convient dès lors qu'Orange puisse recouvrer, sur la période restante de l'année 2023, le montant supplémentaire de [...] M€ via l'ensemble des accès cuivre en service, dans une logique *pro rata temporis*.

Dans l'hypothèse où la décision que l'Arcep va adopter permet à Orange d'appliquer les tarifs révisés du dégroupage total et du bitstream DSL nu :

- à compter du 1^{er} avril 2023, la hausse des tarifs plafonds doit être de +0,54 € pour permettre à Orange de recouvrer sur les 9 derniers mois de 2023, le montant supplémentaire de [...] M€ via l'ensemble des accès cuivre en service, en tenant compte de la chronique proposée.
- à compter du 1^{er} mai 2023, la hausse des tarifs plafonds doit être de +0,61 € pour permettre à Orange de recouvrer sur les 8 derniers mois de 2023, le montant supplémentaire de [...] M€ via l'ensemble des accès cuivre en service, en tenant compte de la chronique proposée.

¹ <https://bofip.impots.gouv.fr/bofip/1258-PGP.html/identifiant=BOI-TFP-IFER-90-20230201>

Conclusions

En synthèse, s'agissant des évolutions des tarifs plafonds des offres de dégroupage total et de bitstream DSL nu liées à la révision à la hausse du montant de l'IFER par rapport aux hypothèses initiales retenues dans la décision n° 2020-1493, Orange demande :

- au titre de 2023, d'appliquer le rattrapage envisagé pour un montant total de [...] M€ sur une base calendaire *pro rata temporis*, ce qui correspond à +0,54 € ou +0,61 € dans l'hypothèse d'une entrée en vigueur respectivement au 1^{er} avril 2023 ou au 1^{er} mai 2023 ;
- au titre de 2021 et 2022, de rattraper le montant supplémentaire de [...] M€ qu'Orange aurait dû recouvrer compte tenu de la révision à la hausse de l'IFER par rapport aux hypothèses initiales de la décision n° 2020-1493, sur la base du montant unitaire d'IFER par accès cuivre en service de 1,45 €/mois retenu par l'Arcep, ce qui correspond, sur une base calendaire *pro rata temporis*, en prenant également en compte le [...] M€ au titre de 2023, à +0,67 € ou +0,76 € dans l'hypothèse d'une entrée en vigueur respectivement au 1^{er} avril 2023 ou au 1^{er} mai 2023.

Orange rappelle enfin que le projet de décision de l'Arcep n'apporte pas de solution à l'équation financière insoutenable qu'Orange subit sur son réseau cuivre ; Orange demande ainsi à l'Arcep de procéder également sans attendre aux corrections liées aux erreurs de modélisation susmentionnées et de tirer les conséquences de la présentation par Orange de son plan de fermeture du réseau cuivre.

*** **

*** **